



## Les Vénézuéliennes, “fer de lance” de la bataille politique

Par [Fania Rodrigues](#)

Mondialisation.ca, 09 mars 2020

[Brasil de Fato](#) 25 mars 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits des femmes](#), [Histoire](#),  
[société et culture](#)

*Venezuela* est un nom féminin : les femmes y sont à la base de l'organisation sociale. On les retrouve dans les communes, dans les mouvements sociaux et dans les [Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production](#) (CLAPs), structures d'organisation des secteurs populaires, formées dans le cadre de la révolution bolivarienne, pour gérer des politiques publiques destinées au “*pouvoir populaire*”, un des piliers de l'Etat. En ce [mois des femmes](#), la journaliste de [Brasil de Fato](#) Fania Rodrigues (photo) a conversé avec des vénézuéliennes qui participent à diverses initiatives organisées dans le pays, pour mieux connaître le travail de base et les luttes qu'elles mènent.



Dans le quartier populaire d'Antímano, à Caracas, des femmes construisent un immeuble de leurs propres mains - Photo: Fania Rodrigues

### Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production

Les CLAPs sont organisés [quartier par quartier par la communauté elle-même](#), et leurs dirigeant(e)s sont élu(e)s par la population. Ces comités distribuent des aliments

subventionnés par le gouvernement pour 6 millions de familles, ce qui équivaut à peu près à 20 millions de personnes, les deux tiers de la population, selon les chiffres officiels. Les CLAPs sont importants parce qu'aujourd'hui, les produits que les comités distribuent à bas prix sont la base de l'alimentation de la majorité des classes populaires.

Les femmes [constituent la majorité](#) de toutes ces structures, avec plus de 60% de participation, selon les données officielles du Ministère des Communes. Dans certains endroits, ce chiffre est encore plus élevé. C'est le cas du quartier populaire de Manicomio, dans le secteur de La Pastora, à l'ouest de Caracas, où Angélica Calzadilla, de 33 ans, s'active comme une des dirigeantes de la communauté. *"Nous nous sommes organisés à travers deux conseils communaux: Ali Primera avec ses 340 familles, et Canaima avec 710 familles. Dans les deux cas, la participation féminine atteint les 80% de participant(e)s"* explique-t-elle.

## **Blocus économique**

Les femmes représentent une des bases de soutien à la révolution bolivarienne et ont subi de plein fouet l'impact de [la guerre économique contre le Venezuela](#) et du blocus international imposé par les Etats-Unis. Elles sont les victimes directes de la pénurie de produits.

L'agricultrice urbaine et dirigeante de mouvement social Orailene Maccarri, 45 ans, explique que les vénézuéliennes ont été privées de l'accès aux produits qui ont le plus d'impact sur les femmes. *"Dans cette guerre économique, le [gouvernement des Etats-Unis](#) sait que nous sommes le fer de lance de la révolution, c'est pourquoi nous sommes les plus attaquées et les plus affectées. Aujourd'hui encore nous manquent les pilules contraceptives, les tampons, les serviettes, les produits d'hygiène et de beauté, parce qu'on ne les produisait pas dans le pays"* dénonce-t-elle.

Orailene est consciente des défis qu'affronte son pays. Pour elle, les femmes sont à la hauteur de la responsabilité historique qui se joue actuellement, et de la lutte pour la construction d'un [autre modèle politique](#) dans lequel elle croit et qu'elle se dit prête à défendre.

Les gestes d'une mère préoccupée, amoureuse, contrastent avec les mains calleuses, la force physique acquise dans le travail de la terre et la conviction de celle qui se dit prête à porter un fusil pour défendre [le projet de pays auquel elle croit](#). *"Si on nous attaque militairement, nous préférons le dire clairement : nous n'allons pas allumer d'encens ni prier les dieux, nous ne resterons pas à l'arrière-garde. Nous, les femmes vénézuéliennes, nous serons au front, avec des fusils et des munitions prêtes. S'il y a un problème, soyez sûrs que nous serons à notre place, aux côtés de nos hommes"* souligne l'agricultrice urbaine.



La dirigeante sociale Orailene Macarri parle du rôle de la femme dans la révolution bolivarienne | Photo: Fania Rodrigues

Orailene est aussi avocate. *“J’ai étudié le Droit pour survivre, parce que nous étions attaqué(e)s par les grands propriétaires terriens et nous devons nous défendre.”* Elle se définit comme avocate des pauvres, mais avec pour activité principale le travail de la terre. Elle et d’autres compagnes font partie d’un collectif de femmes qui produisent des aliments sur 4 mille mètres carrés, en [pleine zone urbaine de Caracas](#). Le terrain se trouve dans le quartier d’Antímamo, dans la zone ouest, une région populaire où l’organisation collective des femmes est devenue un exemple.

Actuellement le groupe cultive 15 types de légumes, de grains et de tubercules, ainsi que sept types de fruits, en plus de plantes médicinales et ornementales. Ensemble, elles produisent une tonne de poisson par an, sans oublier l’élevage de 22 lapins et d’un porc qui leur sert de “recycleur organique” car beaucoup de restes alimentaires sont consommés par l’animal et ses excréments se transforment en engrais avec d’autres matières dégradables.

L’activité économique d’Orailene ne se sépare pas de son activité politique. Elle est une des porte-paroles élue par les membres des organisations paysannes pour les représenter au sein du *Conseil Présidentiel Paysan*, qui réunit 582 organisations de base et 18 nationales. *“Dans ce mouvement nous semons, nous planifions, nous construisons. Nous, les femmes de ce pays, nous éduquons, nous transmettons la culture à nos enfants, mais nous protégeons aussi la dignité de notre peuple”* rappelle la paysanne.

### **Nouvelle génération**

Gabriela Macarri, 15 ans, la plus jeune fille d’Orailene, suit les pas de sa mère et participe elle aussi aux luttes sociales qui se nouent dans la capitale vénézuélienne. Elle s’est réunie

avec des jeunes du quartier pour recueillir des signatures pour une pétition en défense de la paix au Venezuela, exigeant que *“cessent les tambours de la guerre”*, comme élément d’une campagne nationale promue par les organisations politiques chavistes.

Après cette initiative, elle est devenue membre du *Conseil de Jeunesse des Législateurs*. *“Nous recueillons une série de propositions et de revendications dans les quartiers populaires éloignés pour les soumettre aux législateurs municipaux”* explique cette étudiante du secondaire.

Avec des amis elle a conversé avec des jeunes qui avaient pris part aux manifestations violentes de l’extrême droite (appelées *“guarimbas”*) de 2016 et 2017. *“Beaucoup d’entre eux ont eu une attitude violente, comme un de mes amis qui a attaqué la Garde Nationale avec un cocktail Molotov, bien sûr que la Garde a réagi en état de légitime défense. Il s’est fait frapper et s’est mis encore plus en colère. Le garde n’aurait pas dû faire cela parce que c’est un gosse, mais c’est aussi compréhensible humainement. Nous essayons donc de parler avec un jeune puis avec l’autre, parce que beaucoup de familles ne savent pas non plus quoi faire.”* dit Gabriela.



L’étudiante Gabriela Maccarri raconte comment elle et ses amis aident à mobiliser le quartier populaire | Photo: Fania Rodrigues

Gabriela affirme que les adolescents du quartier populaire où elle vit et qui ont pris part aux *“guarimbas”* n’avaient pas plus de 17 ans. *“C’étaient tous des gosses, entre 12 et 15 ans”* raconte-t-elle. *« L’idée est de réintégrer ces jeunes, ne pas les laisser se perdre dans la violence »*.

### **Femmes constructrices**

Dans le même quartier d’Antímáno, à quelques mètres de la plantation urbaine du collectif dont fait partie Orailene, 90 autres femmes construisent un immeuble où elles vont vivre

avec leurs familles. Le mouvement *“Infanterie Révolutionnaire pour le Logement”* a reçu des ressources à travers le programme social d’Etat *“Mission Logement Venezuela”* qui a construit plus de 2 millions de maisons populaires dans les dernières vingt années. L’argent est autogéré par les futures propriétaires et elles-mêmes apportent la main d’oeuvre. Pour cela, elles se relaient de manière hebdomadaire et maintiennent 16 personnes en travail constant sur le chantier tous les jours.

*“Nous construirons au total 95 appartements, mais initialement nous allons en faire 45. Près de 85% des personnes qui travaillent ici sont des femmes. Ici nous sommes multifonctionnelles : nous sommes électriciennes, nous posons des briques, il y a celles qui assurent la logistique pour les ouvriers de la construction. C’est un travail de guerrières »* pour la porte-parole du mouvement Ayary Rojas, 48 ans, femme au foyer.



La porte-parole Ayary Rojas explique que les femmes représentent 85% des personnes qui participent à l’effort conjoint de construire des logements abordables pour les secteurs populaires | Photo : Fania Rodrigues

Parmi les femmes bâtisseuses on rencontre également Yrcedia Boada, 44 ans, qui élève et éduque seule ses deux enfants (l’un âgé de 10 ans et l’autre de 19 ans). Pour cette mère, la construction de sa propre maison a changé la relation entre les membres de la famille. *« Mon fils adolescent rendait la vie difficile à la maison, il vivait une phase très rebelle, révoltée. Au début, il m’a accompagnée pour m’aider dans le travail. Après quelques mois, il a changé d’attitude. Maintenant qu’il est entré à l’armée, il passe ses jours de congé à m’aider ici. Savoir que c’est notre maison, celle de la famille, lui apporte ce sentiment d’appartenir à un lieu et à une vie en commun avec les voisins »* raconte-t-elle avec fierté.

Comme Yrcedia, 40% des vénézuéliennes sont *“chefs de famille”*. Elles éduquent leurs enfants, travaillent pour faire vivre la famille et dans le cas de ce travail collectif de logements populaires, construisent leur propre maison : *“Pas seulement des maisons, mais aussi un mode de vie collectif, en communauté. Une communauté socialiste”* précise la femme au foyer.

**Fania Rodrigues**, Caracas, 25 mars 2019

Photo en vedette : L'auteure, la journaliste Fania Rodrigues, envoyée spéciale de [Brasil de Fato](#)

Source : [Brasil de Fato](#), <https://www.brasildefato.com.br/2019/03/25/marco-das-mulheres-or-venezuelanas-sao-pont-a-de-lanca-na-batalha-politica-no-pais/>

Traduction : *Thierry Deronne*, [Venezuela Infos](#)

La source originale de cet article est [Brasil de Fato](#)  
Copyright © [Fania Rodrigues](#), [Brasil de Fato](#), 2020

---

Articles Par : [Fania Rodrigues](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)